

Cour internationale d'arbitrage : une référence mondiale



Béatrice CASTELLANE, Avocate, AMCO, Cabinet Castellane.

En cette période de turbulences médiatiques pour l'arbitrage, ICC France choisit de mettre en valeur la compétence technique de la Cour internationale d'arbitrage d'ICC. La meilleure des réponses au débat actuel.

Comment la pratique quotidienne de la Cour internationale d'arbitrage prend-elle en considération les attentes des entreprises et de leurs conseils lorsque les parties sont en désaccord ? Une visite guidée des coulisses de la Cour et de son Secrétariat a été proposée aux participants du séminaire organisé le 4 juillet 2013. Côté Cour, d'éminents orateurs ont expliqué leurs méthodes de travail tandis que d'autres, extérieurs à l'institution, leur donnaient la réplique. Par leurs réflexions et leurs questions, même les plus indiscrettes, les participants, praticiens ou clients de l'arbitrage de haut niveau, ont contribué au débat avec brio. François Georges, délégué général d'ICC France, a rappelé, statistiques à l'appui, que la Cour est leader mondial de l'arbitrage international et que le comité français est très engagé dans la démarche de qualité des services, notamment par le soin tout particulier apporté dans la sélection d'arbitres soumis à la Cour internationale d'arbitrage.

La mise en œuvre de l'arbitrage et la constitution du tribunal.

En sa qualité de vice-président de la Cour, Alexis Mourre a rappelé les situations dans lesquelles la Cour est amenée à décider, de manière administrative, si un arbitrage doit -ou pas- être mis en œuvre. Depuis le 1^{er} janvier 2012, c'est le secrétaire général qui décide s'il y a lieu de saisir la Cour d'un litige sur l'existence d'une clause d'arbitrage. Dans ce cas, celle-ci se livrera au délicat exercice de l'examen *prima facie* en se référant souvent aux cas jurisprudentiels étatiques de la nullité manifeste. Carole Malinvaud, avocate associée du cabinet Gide Loyrette

Noel et présidente de la commission d'arbitrage d'ICC France, a tenu le rôle de discutante sur le thème du caractère non contradictoire et non motivé des décisions administratives de la Cour.

Sur la question de la nomination, de la confirmation, de la récusation et du remplacement des arbitres en cas de désaccord entre les parties, Andrea Carlevaris, secrétaire général de la Cour, a réaffirmé le souci de l'institution de toujours rechercher les arbitres appropriés à l'affaire et à l'équilibre nécessaire dans les arbitrages multipartites. Quant à Philippe Pinsolle, avocat associé du Cabinet Quinn Emmanuel Urquhart & Sullivan, il a proposé une plus grande participation des parties dans la nomination des arbitres. Les débats ont permis d'affirmer la nature administrative et non susceptible de recours de ces décisions. Un parti pris reconnu comme le plus protecteur de l'intérêt des parties.

La gestion de la procédure et la sentence.

Maria Hauser-Morel, conseiller de la Cour et Alexandre Job, juriste d'entreprise de Total ont échangé le point de vue du «fournisseur» et celui du «consommateur» de l'arbitrage, notamment sur le contrôle des délais et la gestion financière de la procédure. En réalité, l'entreprise ne s'attache pas tant aux questions «combien-de-temps-ça-dure-et-combien-ça-coûte» qu'à la qualité de la sentence, la prévisibilité des coûts et la confidentialité. Même s'il a été relevé que des progrès incontestables ont été accomplis par certaines juridictions publiques, les débats ont mis en lumière qu'en matière de commerce

et d'investissement international, l'arbitrage reste la solution préférée. Ensuite, la technique de l'approbation des projets de sentence, technique phare de la Cour, a été présentée par Philippe Boivin, membre de l'institution depuis 17 ans. «La pierre angulaire fondamentale des arbitrages CCI» existe depuis sa création en 1923 et suppose un travail de patience, minutieux et discret, afin de donner aux sentences arbitrales leur maximum de qualité et d'efficacité. Au vu du projet de sentence, la Cour prescrit des modifications de forme et peut également attirer l'attention des arbitres sur certains points qui intéressent le fond du litige en respectant leur liberté de décision, afin de rendre la sentence efficace juridiquement et d'éviter les risques d'annulation ou de refus d'*exequatur*. Charles Jarrosson, professeur à Paris 2 a décelé un ordre public CCI au travers des exigences de la Cour quant à la rédaction des sentences. Les débats ont néanmoins relevé des contraintes parfois difficiles à supporter pour les arbitres mais qui participent de la lisibilité et de l'acceptabilité des décisions.

Pour la conclusion des travaux et les perspectives liées à l'évolution du contexte international, Yves Derains, ancien secrétaire général de la Cour, président de l'Institut du droit des affaires internationales d'ICC depuis 2010 et avocat associé du Cabinet Derains & Gharavi, a démontré que le savoir faire accumulé de la Cour, sa supervision institutionnelle très fine de l'arbitrage, la place dans une position idéale pour administrer avec succès les arbitrages en matière d'investissement. ■

The Practices of the International Court of Arbitration of the ICC: A global reference

Beatrice CASTELLANE, *Moderator of the discussion, International Arbitrator, Avocat at the Paris Bar, Former Member of the Council of the Bar*



How do the daily practices of the International Court of Arbitration take into account the needs of companies and their counsels where the parties are in disagreement? To attempt to answer this question, a backstage tour of the Court and its *Secretariat* was offered by a seminar held on 4 July 2013. High-ranking members of the Court explained their methods of work, while other distinguished speakers from outside the Court responded from their points of view. Participants, practitioners and clients of high level-arbitration were all part of the program and brought their brilliant contributions and their (occasionally provocative) questions.

François Georges, (*Délégué Général d'ICC France*) began by citing statistical evidence which showed that the Court is the world leader in international arbitration, and that the French committee is very involved in the process of quality control in the proceedings – particularly by taking special care in the choice of arbitrators.

IMPLEMENTATION OF ARBITRATION AND THE CONSTITUTION OF THE COURT

Alexis Mourre (*Vice President of the ICC International Court of Arbitration*) summarized the situation in which the Court must decide, administratively, if arbitration must be implemented or if it should be declined. Since 1 January 2012, the Secretary General of the Court uses the existence (or non-existence) of an arbitration clause to decide if the arbitration will proceed. In this case, it will carefully begin the *prima facie* examination, often referring to jurisprudence of state laws regarding invalidity. **Carole Malinvaud** (*Partner at Cabinet Gide Loyrette Nouel and President of the Arbitration Commission of ICC France*) followed the Vice President's remarks by leading a lively discussion on the topic of non-adversarial and non-motivated administrative decisions of the Court.

Andrea Carlevaris (*Secretary General of the ICC International Court of Arbitration*) shed light on the Court's concern to always seek arbitrators that are appropriate to the case, and that will hold the necessary balance in a multi-party arbitration – particularly when it comes to issues of the nomination, confirmation, and challenge or replacement of arbitrators in case of disagreement between the parties. **Philippe Pinsolle** (*Partner at Cabinet Quinn Emmanuel Urquhart & Sullivan*) responded by suggesting greater participation of the parties in the appointment of arbitrators by the Court. The ensuing conversation helped to affirm that the nature of these decisions is indeed administrative, and not subject to appeal. This bias is recognized as a means to protect the interests of the parties.

MANAGEMENT OF THE PROCEDURE AND THE AWARD

Maria Hauser-Morel (*Conseiller de la Cour*) participated in a duet with **Alexandre Job** (*Senior In-House Counsel at TOTAL SA*), as supplier and consumer, on the management of deadlines and finances in arbitration proceedings. Supplier and consumer found themselves face to face in discovering possible reasons for misunderstanding sometimes based on *quid pro quos* since deadlines and financial decisions are closely monitored by the Secretariat with effective and impartial methods. In fact, companies focus not so much on questions of *how-long-will-it-take-and-how-much-*

will-it-cost than on the quality of the award, the cost predictability, and the confidentiality. Although it was noted that clear progress has been made by some state courts, the debate highlighted that trade and international investment arbitration remain the preferred solution.

The Court's trademark innovative method of award approval was presented by **Philippe Boivin**, (*Member of the Court*). "*The fundamental cornerstone of ICC arbitration*" has existed since the Court's creation in 1923 and is a labor of patience, meticulousness, and discretion, which yields maximum quality and efficiency. The Court suggests, once given the draft awards, changes in the form. It might also point out to the arbitrators any issues relative to the merits of the case, while respecting their freedom of decision, with the aim of making a legally effective judgment and avoiding the risk of cancellation or refusal of enforcement. **Charles Jarrosson**, (*Professor at University Paris 2*), the responding speaker on the subject, identified a "*public order*" at the ICC visible through the requirements of the Court with regard to the writing of awards. The ensuing discussions nevertheless identified certain restrictions that can be difficult for arbitrators to bear, but exist ultimately to increase the comprehension and acceptability of decisions.

For the conclusion of the session and to give insight related to changing global contexts, **Yves Derains**, (*Former Secretary General of the Court, Partner at Derains & Gharavi*) did not disappoint as he demonstrated the expertise accumulated by the Court, the institutional supervision of arbitration, and the Court's position in an ideal situation to successfully manage investment arbitration.



Left to Right, Top to Bottom: *François Georges, Alexis Mourre, Carole Malinvaud, Andréa Carlevaris, Philippe Pinsolle, Marie Hause-Morel, Alexandre Job, Philippe Boivin, Charles Jarrosson, Yves Derains*